



HAL
open science

Violences et appropriation de l'espace dans l'Occident péninsulaire ibérique (XIe-XIIIe siècles): le diocèse, un territoire conflictuel

Charles Garcia

► **To cite this version:**

Charles Garcia. Violences et appropriation de l'espace dans l'Occident péninsulaire ibérique (XIe-XIIIe siècles): le diocèse, un territoire conflictuel. Actes de la table ronde, CESCUM, Jun 2006, Poitiers, France. pp.237-260. halshs-00629819

HAL Id: halshs-00629819

<https://shs.hal.science/halshs-00629819v1>

Submitted on 4 Jul 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

VIOLENCES ET APPROPRIATION DE L'ESPACE DANS L'OCCIDENT PÉNINSULAIRE (XI^e - XIII^e siècles) : LE DIOCÈSE, TERRITOIRE CONFLICTUEL ?

La réflexion présentée en introduction de ce volume nous invite à privilégier l'étude des processus de la territorialité en Méditerranée occidentale médiévale à partir des documents de la pratique. Or, ces traces, indéniablement pertinentes pour étudier les territoires à petite et moyenne échelle, se révèlent trop partielles pour rendre compte de la création et de l'organisation de l'espace ecclésiastique tant les textes dits « littéraires » ont imprégné les représentations médiévales sur les espaces englobants¹, et sur les territoires ecclésiastiques et monastiques plus que tout autres². C'est donc volontairement que nous avons minoré l'apport des sources narratives. À l'inverse, l'absence criante de l'archéologie de terrain dans le nord-ouest de l'Espagne, en dehors des interventions d'urgence, constitue aujourd'hui un véritable handicap pour la médiévistique, tout comme celle de la cartographie détaillée des districts ecclésiastiques au Moyen Âge.

I. RESTAURER L'ORDRE ANCIEN

La chronique dite d'Alphonse III nous indique que Pélage, après avoir mis les *Chaldéens* en déroute, peupla la « patrie » et « restaura » l'Église³ ; l'appropriation de l'espace et sa transformation en territoire —le royaume— ne pouvant bien entendu se faire sans le rétablissement du temporel de l'Église. Dans la Péninsule, la matérialisation des évêchés s'opéra autant au moyen des limites physiques, souvent contestées et de ce fait régulièrement réitérées au nom de l'autorité du passé, que par le prélèvement des dîmes que les habitants avaient l'obligation de verser⁴. Ce processus d'appropriation fut particulièrement

¹ C'est la même idée que défendent aujourd'hui les géographes lorsqu'ils privilégient, s'agissant de l'appropriation du territoire, les registres cognitifs ou symboliques sur les moyens purement matériels, Bernard DEBARBIEUX, « Territoire », *Dictionnaire de la géographie*, Paris : Belin, 2003, p. 910-912.

² Pour toutes ces questions, nous renvoyons à la lecture indispensable et stimulante d'un ouvrage récent dirigé par Patrick HENRIET, *À la recherche de légitimités chrétiennes. Représentations de l'espace et du temps dans l'Espagne médiévale (IX^e - XIII^e siècle)*, *Cahiers de linguistique et de civilisation hispaniques médiévales. Annexe 15*, Lyon : ENS éditions - Casa de Velázquez, 2003. En ce qui concerne le territoire diocésain, cf. Thomas F. HEAD, *Hagiography and the Cult of Saints. The Diocese of Orleans, 800-1200*, Cambridge : University Press, 1990.

³ *Crónicas Asturianas. Crónica de Alfonso III (Rotense y ad Sebastianis). Crónica Albeldense (y Profética)*, Juan Gil Fernández, José Luis Moreno et Juan Ignacio Ruiz de la Peña (éd.), Oviedo : Université, 1985, p. 130 : « tunc populatur patria, restauratur ecclesia et omnes in commune gratias referunt Deo » ; *Chroniques asturiennes (fin IX^e siècle)*, Yves Bonnaz (éd.), Paris : CNRS, 1987, p. 44 ; Thomas DESWARTE, *De la destruction à la restauration. L'idéologie du royaume d'Oviedo-León (VIII^e - XI^e siècles)*, Turnhout : Brepols, 2003, p. 303-318.

⁴ Les diocèses, comme les royaumes ou les seigneuries, constituent, selon la définition de José Ángel García de Cortázar, des « unités d'articulation sociale de l'espace », contrairement aux « unités d'organisation sociale de l'espace » comme les vallées, les villages, les villes, les *alfoces*..., qui se caractérisent par leur continuité physique, d'où leur dimension sociale territorialisée et globalisante ; sachant que les premières unités incluent les secondes, en les juxtaposant la plupart du temps, cf., « Sociedad y organización social del espacio castellano en

long, il s'opéra en plusieurs étapes. L'étude de la *territorialisation* des diocèses ou, pour le dire d'une autre façon, les formes prises par l'organisation de la domination territoriale, passe de ce fait invariablement par celle des limites et de l'organisation politique, juridique et fiscale. Toutefois, au sud des Pyrénées, là où la *déterritorialisation* du sacré fut particulièrement intense après le VIII^e siècle, et faute de pouvoir compter sur une longue liste de « crosses brisées »⁵, l'accès aux territoires⁶ par les poussées de violence nous est connu autour des lignes et des bornes déplacées, ou encore par l'expression du refus d'acquitter les taxes. Les documents de la pratique dont nous disposons sont ceux qu'employaient les élites comme moyens de contrôle : des éléments juridiques et fiscaux, fors destinés à une communauté locale, immunités et privilèges ecclésiastiques divers..., sans que nous négligions pour autant certaines spécificités hispaniques, comme le célèbre « vœu » de saint Jacques qui relève en réalité de ces deux catégories⁷.

Quant au thème de la violence, nous l'avons retenu pour tenter de comprendre la territorialité des faits sociaux. Son application à l'espace devrait nous permettre d'appréhender les articulations sociales à un moment précis. Peut-on relier les accès de violence au renforcement du pouvoir de commandement des évêques? Quant à ce renforcement, eut-il des effets sur l'encadrement plus serré des populations et, partant, sur un maillage territorial plus dense? Voilà en quelque sorte les principales variables de mesure qui vertèbrent cette communication, et grâce auxquelles nous chercherons à suivre l'évolution des structures sociales et leur projection territoriale dans l'Occident péninsulaire⁸. Signalons cependant, et même si c'est devenu l'une des vulgates les plus convenues de l'historiographie, que la perception de l'espace à cette époque n'était en rien la nôtre⁹. Dans notre approche, la violence sera donc l'aspect le plus visible de la dialectique du processus de territorialisation ; ou, pour reprendre les termes de Guy Di Méo, la tension entre deux pôles, le premier étant objectif —en cela qu'il associait le territoire à un pouvoir, en l'occurrence ecclésiastique, qui cherchait à le borner, à l'institutionnaliser— ; le second étant celui de l'individu, de son vécu empirique de l'espace; le territoire se modifiant au gré des évolutions générées par cette tension¹⁰.

los siglos VII a XII. Una revisión historiográfica », *Romanización y Reconquista en la Península Ibérica : nuevas perspectivas*, María José Hidalgo *et alii* (éd.), Salamanque : Université de Salamanque, 1998, p. 317-337, p. 324.

⁵ Myriam SORIA AUDEBERT, *La crosse brisée. Des évêques agressés dans une Église en conflits (royaume de France, fin X^e - début XIII^e siècle)*, Turnhout : Brepols - CESC, coll. « Culture et société médiévales », 2005.

⁶ Sur la difficulté d'appliquer la notion actuelle de « territoire » à l'époque médiévale, cf., la récente synthèse d'Anne MAILLOUX : « Le territoire dans les sources médiévales : perception, culture et expérience dans l'espace social. Essai de synthèse », *Les Territoires du médiéviste*, Benoît Cursente et Mireille Mousnier (dir.), Rennes : PUR, 2005, p. 223-235.

⁷ Ne serait-ce le thème de la violence qui nous occupe ici, on pourrait également retenir, comme élément d'articulation entre le pouvoir social et l'espace, un autre registre, celui du culturel, par exemple à travers les dévotions cultuelles et les invocations des bâtiments religieux. D'autres intervenants ayant en charge la question précise de la sacralisation du territoire, nous envisageons d'explorer plus tard cet aspect à partir de cas concrets.

⁸ Fernando LÓPEZ ALSINA, « El encuadramiento eclesiástico como espacio de poder : de la parroquia al obispado », *Los espacios de poder en la España medieval. XII semana de estudios medievales de Nájera 2001*, José Ignacio de la Iglesia Duarte (coord.), Logroño : Instituto de Estudios Riojanos, 2002, p. 425-457.

⁹ Alain GUERREAU, « Quelques caractères spécifiques de l'espace féodal européen », *L'État ou le roi. Les fondations de la modernité monarchique en France (XIV^e - XVII^e siècles)*, Neithard Bulst et Robert Descimon (éd.), Paris : Maison des sciences de l'homme, 1996, p. 85-101.

¹⁰ Guy DI MÉO, « Que voulons-nous dire quand nous parlons d'espace ? », *Logiques de l'espace, esprit des lieux. Géographies à Cerisy*, Jacques Lévy et Michel Lussault (dir.), Paris : Belin, 2000, p. 37-48, p. 46-47.

Suivant la voie tracée par David Nirenberg pour la Péninsule ibérique¹¹, et plus précisément des formes de violence qu'il distingue dans son ouvrage, nous entendons mettre en avant les manifestations des colères les mieux à même de nous renseigner sur la constitution des liens sociaux, ou contraire sur la destruction de ces liens. Les attaques des évêques contre les communautés rurales ou contre les communautés monastiques font partie de ces catégories ; tout comme les réactions populaires dirigées contre les prélats à cause des ponctions fiscales par trop excessives¹². Quant aux querelles autour des délimitations diocésaines, on peut considérer qu'elles faisaient partie du jeu normal que se livraient les élites aristocratiques pour le pouvoir, un élément qui explique qu'elles aient peu impliqué la masse de la population, qui n'avait rien à gagner dans ces querelles. En effet, le résultat des violences fut généralement contraire aux intérêts du plus grand nombre, et au profit, bien entendu, des autorités épiscopales qui surent utiliser les désordres à leur profit pour accroître leur emprise sur les territoires qu'elles dirigeaient, ce qui constituait en quelque sorte l'objectif recherché¹³.

L'étude des territoires de l'Église, diocèses et provinces, a été l'un des thèmes les plus chers de l'historiographie médiévale hispanique¹⁴. Dans ce domaine particulier, comme dans tant d'autres, l'invasion musulmane de l'Hispania wisigothique a généralement été présentée comme un point de rupture. Dès lors que la vieille structure de l'Église s'était effondrée, il fallait tout reconstruire, mais officiellement à l'identique¹⁵. C'est de la création de la carte diocésaine, ou plutôt de sa refonte, que naquirent la plupart des conflits. Certes, la fondation de nouveaux diocèses répondait à un impératif immédiat de domination territoriale qui avait peu de choses à voir avec la période wisigothique, mais la force du passé était alors si prégnante¹⁶ que nul n'aurait osé s'élever contre la tradition patriarcale, d'où la multiplication des contestations. Retrouver les origines et restaurer l'ordre ancien pourrait résumer le programme des rois d'Oviedo-León. Les monarques asturiens, qui avaient cherché à s'inscrire dans la lignée des empereurs romano-wisigothiques, fondèrent des villes et créèrent des évêchés ; il s'agit là d'une particularité juridique qui territorialise le droit, fût-il ecclésiastique, en cela qu'on ne concevait pas, d'abord à Oviedo, puis à León, la formation de vastes

¹¹ David NIRENBERG, *Violence et minorités au Moyen Âge*, Paris : PUF « Le nœud gordien », 2001, p. 5-19.

¹² Certains des mouvements de violence que nous suivrons ici ont été étudiés, sous l'angle de l'antycléricalisme, par Patrick HENRIET, « *In injuriam ordinis clericalis*. Traces d'antycléricalisme en Castille et León (XII^e - XIII^e s.) », *Cahiers de Fanjeaux, L'antycléricalisme en France méridionale (milieu XII^e - début XIV^e siècle)*, 38, 2003, p. 289-325.

¹³ Claude GAUVARD, *Violence et ordre public au Moyen Âge*, Paris : Picard, 2005, p. 13 : « *Le pouvoir, parce qu'il se définit d'abord par l'acquisition de privilèges, s'arrache par l'exclusion des adversaires, égaux ou subalternes. Il se justifie par la force qui le fonde et par la protection qui en découle* ».

¹⁴ Demetrio MANSILLA REOYO, « Panorama histórico-geográfico de la Iglesia española (siglos VIII al XIV) », *Historia de la Iglesia en España. II-2°. La Iglesia en la España de los siglos VIII - XIV*, Ricardo García-Villoslada (dir.), Madrid : Biblioteca de Autores Cristianos, 1982, p. 609-683. José SÁNCHEZ HERRERO, *Las diócesis del reino de León. Siglos XIV y XV*, León : Centro de estudios e investigación « San Isidoro », 1978.

¹⁵ Alain GUERREAU, « Il significato dei luoghi nell'Occidente medievale : struttura e dinamica di uno "spazio" specifico », *Arti e storia nel Medioevo*, Enrico Castelnuovo et Giuseppe Sergi (éd.) 4 t., Turin : Einaudi, 2002, t. 1, p. 201-239, p. 212 : « *L'invariabilità dei confini delle diocesi non fu inferiore all'immutabilità del principio. E già da tempo è stato notato il numero assai ristretto di casi in cui dei "potere laici" ottennero la modifica di questi confini ; ci furono delle fondazioni e qualche divisione, ma pressoché nessuna modifica del disegno iniziale* », l'Espagne étant, pour les raisons déjà invoquées, un cas à part par rapport au modèle global dans l'Occident chrétien.

¹⁶ Régine LE JAN, « Introduction », *L'Autorité du passé dans les sociétés médiévales*, Jean-Marie Sansterre (dir.), Rome : École française de Rome, 2004, p. 1-7.

circonscriptions d'encadrement social de l'espace en dehors du pouvoir royal¹⁷. Désigner et localiser étant, on le sait, deux façons de créer le territoire.

La restauration des anciens évêchés fut pour cette raison l'une des priorités des monarques asturo-léonais¹⁸. Pourtant, au X^e siècle, la plupart des sièges qui avaient été rétablis n'étaient pas encore territorialisés. À Zamora, par exemple, l'autorité de l'évêque ne dépassait pas les murailles de la ville et bien que beaucoup de documents aient prétendu marquer des limites physiques très précises, nous savons qu'il s'agit de falsifications datant pour la plupart du début du XII^e siècle, le moment où l'Espagne changea d'écriture en remplaçant la vieille méthode wisigothique par la nouvelle caroline. Mais peu importe qu'il se soit agi de falsifications, dès lors que prime, selon nous, la : « *dimension structurante de l'acte écrit [...] consécutif à une procédure normalisée de fixation territoriale* »¹⁹. Bien entendu, au début du XII^e siècle ces diocèses étaient bien moins territorialisés que ce qu'auraient souhaité les auteurs de forgeries, leur vision de l'espace étant davantage une vision de l'esprit, une « *sémantisation* » comme dirait García de Cortázar²⁰, qu'une réalité. La démarcation attribuée au roi wisigoth Wamba (672-680) est des plus éclairantes à ce propos²¹. Tenue pour fautive, dès son élaboration à la fin du XI^e siècle, cette *hitación* —partition— acquit un caractère d'authenticité consécutivement à l'habile patine que parvint à lui donner le célèbre évêque, et faussaire, Pélage d'Oviedo²². Toutes les turpitudes ne sont cependant pas à imputer à ce dernier. En 916, dans un geste de largesse, le roi Ordoño II avait concédé à l'évêque de León ses palais, des églises et un vaste territoire qui franchissait le cours des rivières Pisuerga et Carrión en direction de l'est²³. Le 17 janvier 934, le roi Ramire II, « *cognomento Basilli* » donna à l'église d'Astorga un territoire qui s'étendait jusqu'au Duero, une circonscription qui fut confirmée dans des limites identiques le 17 janvier 974 par Ramire III²⁴. C'est donc dans ce contexte de restauration ou de création d'évêchés, au mépris de l'ancienne législation canonique wisigothique, que s'inscrit l'inscription puis la suppression,

¹⁷ C'était une pratique qui s'inscrivait dans la droite ligne de la tradition wisigothique dans laquelle les évêques avaient agi comme de véritables administrateurs territoriaux, cf., Céline MARTIN, *La géographie du pouvoir dans l'Espagne visigothique*, Lille : Presses Universitaires du Septentrion, 2003, p. 192-203. José Ángel GARCÍA de CORTÁZAR, « El reino de León en torno al año mil. Relaciones de poder y organización del territorio », *La Península ibérica en torno al año 1000*. VII Congreso de Historia Medieval, Ávila : Fundación Sánchez-Albornoz, 2001, p. 255-281.

¹⁸ Claudio SÁNCHEZ-ALBORNOZ, « El obispado de Simancas », *Homenaje a Ramón Menéndez-Pidal*, Madrid, 1925, t. 3, p. 325-345. Pour des développements plus récents, cf., Patrick HENRIET, « L'espace et le temps hispaniques vus et construits par les clercs (IXe - XIIIe siècle) », *À la recherche...*, op. cit., p. 81-127, p. 122-126.

¹⁹ A. MAILLOUX : « Le territoire... », art. cit, p. 225.

²⁰ J. A. GARCÍA de CORTÁZAR, « Organización del espacio... », op. cit, p. 154 : « *En muchos de esos textos se produjo lo que he llamado una semantización del espacio, esto es, la creación de un mensaje ideológico por parte del redactor del texto, que, a estos efectos, subordina los datos de la realidad a su concepción (o su deseo) de que el territorio está ordenado de acuerdo con unos principios homogéneos, incluido el de una territorialidad traducida en verdaderas circunscripciones* ».

²¹ Luis VÁZQUEZ de PARGA, *La división de Wamba, contribución al estudio de la historia y geografía eclesiásticas de la Edad Media española*, Madrid : CSIC, 1943.

²² La bibliographie sur ce personnage est aujourd'hui très abondante. Sur l'invention, par ses soins, du territoire d'Oviedo, cf., Francisco Javier FERNÁNDEZ CONDE, « Espacio y tiempo en la construcción ideológica de Pelayo de Oviedo », in : *À la recherche de légitimités...*, op. cit., p. 129-148.

²³ Emilio SÁEZ, *Colección documental del archivo de la catedral de León (775-1230)*. I (775-952), León : Centro de estudios e investigación « San Isidoro », 1987, doc., n° 39, p. 59-62.

²⁴ Gregoria CAVERO DOMÍNGUEZ et Encarnación MARTÍN LÓPEZ, *Colección documental de la catedral de Astorga*. I (646-1126), León : Centro de estudios e investigación « San Isidoro », 1999, doc., n° 39, p. 89-91 et n° 128, p. 145-147.

au bout de quelques décennies à peine, de l'emblématique diocèse de Simancas²⁵. Et ce furent bien ceux qui détenaient le pouvoir, les rois au cas particulier, qui imposèrent les frontières des territoires, des contours qui, en tant qu'expression spatiale, étaient indissociables de l'exercice de ce même pouvoir.

Palencia fut restaurée en 1035. La ville fut fondée autour de la cathédrale, comme le prouvent les expressions que l'on utilisa au XI^e siècle pour la désigner : « locum », « villa » ou encore : « cimiterio quod nuncupant Palentia »²⁶. Quant à Zamora, elle fut fondée, *ex nihilo*, en 1107²⁷, raison pour laquelle ses promoteurs se sentirent obligés d'invoquer une tradition héroïque pour la cité qui fut, après cette date, identifiée à la glorieuse et vaillante Numance, la ville d'un primitif évêché qui n'avait pas été rétabli²⁸. En réalité, et plus prosaïquement, il s'agissait d'un rattachement canonique au siège de Salamanque, qui venait d'être restauré, et qui bénéficiait de ce fait d'une double titulature. Salamanque fut confié à l'évêque Jérôme, et ce jusqu'au détachement définitif de Zamora qui eut lieu en 1120, avec le début du mandat de Bernard de Périgord. Le rappel de ces épisodes de restauration ou de création des diocèses nous a semblé constituer un élément important en cela que ce processus fut porteur, en germe, des violences qui éclatèrent autour de la question des limites territoriales. Ainsi, la suppression du siège de Simancas provoqua des répercussions directes sur les diocèses qui lui avaient été limitrophes : León, Astorga, Salamanque, Zamora et Palencia.

II. VIOLENCES ET LIMITES TERRITORIALES

Les diocèses de l'ancien royaume de León apparaissent davantage définis par leurs limites territoriales que par leur structure interne. La prise de conscience d'un espace soumis à l'autorité de l'évêque prenait tout particulièrement corps dans l'opposition que les prélats affichaient vis-à-vis des autorités ecclésiastiques voisines, de fait perçues comme concurrentes. Pour les élites, la violence est un indice révélateur du sentiment d'appartenance à un territoire —y compris lorsque elle était dirigée contre les biens auxquels les personnes qui les détenaient étaient attachées : la « *personnification et la réification des biens* »²⁹— ou, mieux encore, en défense de celui-ci. De fait la protection des frontières des évêchés fut l'affaire de la classe dominante, dont, bien sûr, celle des hauts prélats. Dans ces querelles, l'intervention des laïques extérieurs aux hautes instances ne se produisit que lorsque les limites des juridictions coïncidèrent, un cas d'espèce il est vrai peu fréquent. Pourtant, certains renversements d'alliances et autres intérêts convergents amenèrent parfois les évêques à rejoindre les oligarchies locales qui contrôlaient les *concejos*. Signalons enfin que le patrimoine foncier des cathédrales, comme l'emprise des juridictions ecclésiastiques, ignoraient les frontières « *politiques* » des royaumes, des villes et des communautés rurales car l'Église

²⁵ Thomas DESWARTE a effectué une récente mise au point sur cette question, « Restaurer les évêchés et falsifier la documentation en Espagne. La suppression du diocèse de Simancas (974) et l'église cathédrale d'Astorga », *Revue Mabillon*, n.s., 15 (t. 76), 2004, p. 81-106.

²⁶ Amando REPRESA RODRÍGUEZ, « Palencia : breve análisis de su formación urbana durante los siglos XI-XIII », *En la España medieval*, s. n., 1980, p. 385-397 ; Gonzalo MARTÍNEZ DÍEZ, « Restauración y límites de la diócesis de Palencia », *Publicaciones de la institución Tello Téllez de Meneses*, 59, 1988, p. 354-365.

²⁷ José SÁNCHEZ HERRERO, « Historia de la Iglesia de Zamora. Siglos V al XV », *Historia de Zamora*, 3 t., t. 1. *De los orígenes al final del medioevo*, Zamora : Diputación de Zamora, 1995, p. 687-753, p. 698-705.

²⁸ Andrés GAMBRA, *Alfonso VI. Cancillería, curia e imperio*, 2 t., t. 2. *Colección diplomática*, León : Centro de estudios e investigación « San Isidoro », 1998, doc., n° 190, p. 486-488, p. 487 : « atque flagitante cum ceteris pontificibus eundem regem urbem Zamoram, que antiquitus Numantia uocatur ».

²⁹ Joseph MORSEL, « Violence », *Dictionnaire du Moyen Âge*, Claude Gauvard, Alain de Libera et Michel Zink (dir.), Paris : PUF, 2002, p. 1457-1459.

était, comme on le sait bien, placée au-dessus des contingences matérielles de l'espace. Ainsi, l'enchevêtrement territorial des différents pouvoirs, loin de la desservir, était au contraire l'une des clés de l'efficacité du système médiéval de domination sociale³⁰.

La réforme qualifiée après coup de grégorienne représente un tournant dans la gestion de l'espace par les hiérarchies ecclésiastiques en Péninsule. Dans la phase antérieure à la réforme, caractérisée par l'absence d'un véritable maillage paroissial³¹ et, partant, de religieux pour encadrer les fidèles à l'échelle locale, le territoire qui dépendait des cathédrales était des plus réduits, raison pour laquelle il y a comme une sorte de confusion entre l'espace d'action des évêchés et le patrimoine foncier des prélats que ceux-ci administraient directement, au même titre que les seigneurs laïcs. Observons dans cette première phase l'action et les moyens, relativement limités, de l'évêque d'Astorga.

En 1046, les habitants du petit village de Matanza tuèrent un dénommé Berinus³², *sayón* du roi Ferdinand I^{er}. L'officier royal s'était déplacé jusqu'à cette bourgade pour rétablir le temporel que l'évêque d'Astorga avait à cet endroit, des droits que le prélat avait perdus quelque temps auparavant, malgré la faible distance existant entre le hameau et la cité épiscopale³³ —environ six kilomètres. Il faut dire que la récupération de ces droits après les razzias des troupes d'al-Mansur dans la région avait été difficile, et que l'un des titulaires du siège cathédral, un dénommé Jimeno, avait sans doute été assassiné en 1028³⁴. Dans un souci de réhabilitation des apports historiographiques de Claudio Sánchez-Albornoz, Juan José Larrea a expliqué le soulèvement de Matanza comme étant le reflet de la résistance que les petits paysans avaient opposé à la perte de leurs libertés, dont celle d'abandonner la terre n'était pas la moindre. Ainsi, plutôt que de se cristalliser contre un improbable et flou concept de « féodalisation » de la société³⁵, la résistance et la violence des villageois auraient visé les impôts auxquels ils étaient soumis et que les autorités cherchaient à fixer. Le roi léonais, sous prétexte de : « restaurandum ecclesias et recreandum fidei christianae », avait octroyé de vastes territoires à l'emprise fiscale de l'aristocratie ecclésiastique et, au cas particulier, à Pedro Gundulfiz, l'évêque titulaire du siège d'Astorga au moment des faits. Dans un premier temps, c'est donc par des droits fiscaux de plus en plus lourds sur les hommes que les seigneurs-évêques avaient procédé au contrôle du territoire, et c'est ce que Berinus était venu rappeler à Matanza avant d'y trouver la mort. Le renforcement de l'assise des pouvoirs

³⁰ A. GUERREAU, « Quelques caractères... », *op. cit.*, p. 92-94.

³¹ La paroisse, dans le sens d'une "assemblée des fidèles" qui se regroupait au sein d'un temple, est un concept qui existait déjà au haut Moyen Âge, un concept étranger à la notion d'intégration obligée dans un diocèse du fait de la prépondérance du phénomène dit des "églises propres". Ce n'est qu'après la réforme « grégorienne » que la paroisse fut perçue comme une véritable unité d'imposition fiscal-décimale, d'où la nécessité de lui attribuer un cadre physique défini, sorte de territorialisation, auquel étaient indéfectiblement rattachés ses habitants, *cf.*, Robert FOSSIER, *La société médiévale*, Paris : Armand Colin, 1991, p. 196-203.

³² G. CAVERO DOMÍNGUEZ et E. MARTÍN LÓPEZ, *Colección documental...*, *op. cit.*, doc., n° 306.

³³ Juan José LARREA, « Villa Matanza », *Les sociétés méridionales à l'âge féodal (Espagne, Italie et sud de la France X^e - XIII^e s.)*. *Hommage à Pierre Bonassie*, Hélène Debax (dir.), Toulouse : Université de Toulouse, 1999, p. 223-228.

³⁴ Augusto QUINTANA PRIETO, *Crisis de la Iglesia astorgana en el siglo XI*, Astorga, 1970, p. 42-45 ; et du même auteur, *El obispado de Astorga en el siglo XI*, Astorga, 1977, p. 34-35 ; sur le soulèvement, *vid.*, p. 193-195. Notons que, toujours en 1046, les *infanzones* du Val de San Lorenzo avaient, eux-aussi, tenté de se soustraire à l'autorité de l'évêque, G. CAVERO DOMÍNGUEZ et E. MARTÍN LÓPEZ, *Colección documental...*, *op. cit.*, doc., n° 304.

³⁵ María Consolación CABERO DOMÍNGUEZ, *Astorga y su territorio en la Edad Media (s. IX-XIV) : evolución demográfica, económica, social, político-administrativa y cultural de la sociedad astorgana medieval*, León : Universidad de León, 1995, p. 244 : « Durante el S. XI se produce la consolidación de la Iglesia de Astorga como gran propietario feudal, también con la ayuda del monarca, como puede constatar en los casos conflictivos, y como era frecuente en el proceso de feudalización ».

« *institutionnels* », monarchie et Église, au cours des décennies qui allaient suivre, n'allait pas être sans incidence sur l'emprise territoriale.

Jusqu'à la fin du XI^e siècle, les monarques léonais concédèrent à l'Église de nombreuses démarcations territoriales sur lesquelles les évêques détenaient, par délégation, les droits fiscaux et juridictionnels. Les clercs agissaient sur ces espaces comme des seigneurs ordinaires délégués, à l'image des prérogatives dont jouissaient les comtes, et ce à une période où l'organisation des diocèses était encore balbutiante³⁶. Par la suite, ces concessions finirent par être transformées en immunités ecclésiastiques et furent, de ce fait, rattachées aux territoires sur lesquels elles s'appliquaient. À Reliegos, un dénommé Albino Hänniz refusa de respecter ses obligations fiscales et se rebella contre l'évêque de León, raison pour laquelle il fut jeté en prison³⁷. Il est curieux d'observer la façon dont les scribes de l'époque perçurent cette relation. Ils jugèrent en effet utile de créer un néologisme pour décrire, par amphibologie, une réalité qui n'allait pas forcément de soi en qualifiant de *episcopante* les titulaires des sièges cathédraux, un qualificatif caractéristique des documents léonais du XI^e siècle.

Au début du XII^e siècle la carte des diocèses était pour ainsi dire fixée. Pourtant, le mouvement connu sous le nom de seconde *re población*, avec la conséquente création des villes royales et des nouveaux *alfoces*, altéra quelque peu les différentes limites. Il provoqua la coupure en deux de certains villages, certes en nombre très faible ; les paroisses se répartissant dès lors de part et d'autre d'une ligne médiane comme à Santibáñez de la Mota³⁸, ou de manière plus entremêlée à Tordehumos. La ville de Medina de Rioseco avait été en effet repeuplée vers 1120 à la frontière des diocèses de León et de Palencia. Cette situation géographique singulière généra toute une série de conflits entre les deux sièges, et ce jusqu'à la définitive attribution au profit du second. Dans le même ordre d'idées, les querelles entre les évêchés de Zamora et de Palencia furent tout aussi âpres, notamment dans la basse vallée du Sequillo, en pleine Tierra de Campos. Urueña, dont le rattachement ecclésiastique n'avait pas été clairement établi, fut au bout du compte attribuée à Palencia, mais ce ne fut pas le cas de l'un des villages de son *alfoz*, Villardefrades, qui dépendait de Zamora, cathédrale à laquelle la bourgade finit par être rendue³⁹. Ces exemples sont intéressants en cela qu'ils livrent à l'analyse des échantillons de cospatialité, pour reprendre un terme propre à la géographie, qui survécurent en León - Castille jusqu'à une date relativement avancée. À cet égard, il est autorisé de considérer la première moitié du XII^e siècle comme étant un moment d'inflexion en relation avec la « grande rupture » que l'invasion musulmane de 711 avait

³⁶ Emilio SÁEZ, *Colección documental del archivo de la catedral de León (775-1230). I (775-952)*, León : Centro de estudios e investigación « San Isidoro », 1987, doc., n° 257. Ordoño III, à propos de l'Église de Santa María de León (952): "Ordinamus atque concedimus uobis, ad imperandum, comissum quod uocitant Ualle de Ratarío cum omnis terminis suis, ab integro, ut obtineatis eo de nostro concessio, sicut eum obtinuerunt antecessores uestri de dato genitoris mei [...] ipse populus, qui ibidem habitant uel ad habitandum uenerint, ad uestram concurrant hordinationem pro nostris utilitatibus peragendis ».

³⁷ José Manuel RUIZ ASENCIO, *Colección documental del archivo de la catedral de León (775-1230). IV (1032-1109)*, León : Centro de estudios e investigación « San Isidoro », 1990, doc., n° 899 (1032), p. 7-8.

³⁸ Archives de la Cathédrale de Zamora (=ACZ), 14-22, où il y avait des églises : « *que pertenescen al obispado de Palencia e otras que pertenescen al obispado de Çamora e los feligreses de las dichas iglesias se mudan de las unas a las otras e deuen dar los diesmos do douen* ».

³⁹ José-Luis MARTÍN, *Documentos del archivo catedralicio de Zamora. Primera parte (1128-1261)*, Salamanca : Universidad de Salamanca, 1982, doc., n° 155 (1255), p. 129 : « *que sobre contienda que era entre la iglesia de Palencia e la iglesia de Çamora sobre las tercias que pertenescen al obispo en las iglesias de Villar de Frades [...] estos amigos auenidos mandaron que estas tercias fuessen de la iglesia de Çamora* ». La délimitation par bornage entre les deux diocèses n'était pas encore terminée en 1346 entre Marzales et Villalar, cf., ACZ, 13-22b et 13-22c.

introduite. C'est en effet au siècle suivant qu'allait prendre corps un cadre territorial beaucoup plus efficace, et mieux hiérarchisé⁴⁰.

Territorialité et violence se rejoignent bien souvent sur la question de l'imprécision des premiers contours des diocèses⁴¹, qui signale autant de failles que d'aucuns surent mettre à leur profit. Ainsi, Alphonse de Molina, le père de Marie, l'épouse de Sanche IV de Castille, s'empara par la force des dîmes de Villardefrades au milieu du XIII^e siècle. Ses liens familiaux avec l'évêque de Palencia et ses réseaux locaux étaient connus de tous⁴². C'est ce qui explique que don Suero, l'évêque contemporain de Zamora, éprouvât de grandes difficultés pour récupérer le *ius episcopalis* dans ce village, et cela en dépit des sentences ecclésiastiques qui avaient toujours reconnu la légitimité de ses droits sur le village frontalier. Profitons de l'évocation de la figure de cet évêque pour rappeler sa tentative, peu banale, autour des fixations des diocèses —alors qu'elle est très fréquente dans les processus de territorialisation monastiques—, de procéder à une projection anthropique du territoire zamoran, une véritable sacralisation de l'espace, ou du moins de son centre vers lequel tous les regards étaient tournés. C'est en effet sous son mandat et à Zamora, ville du siège épiscopal, que se produisit l'*invention* des reliques de saint Ildephonse, le glorieux et prestigieux primat tolédan de l'Hispania wisigothique. La confrontation avec l'évêché de Palencia par corps saints interposés prit dès lors un relief particulier. L'instrumentalisation des reliques par un évêque s'explique ici par la volonté de briller face à ses concurrents et voisins, voire par le souhait de s'émanciper d'une tutelle encombrante. Pélage d'Oviedo avait mis en scène les reliques de l'*Arca Santa* pour obtenir l'exemption de son diocèse vis-à-vis des métropolitains de Tolède et de Braga⁴³. L'utilisation des reliques comme argument de légitimité sur un espace, autrement dit la sacralisation de celui-ci, nous permet d'établir une différence entre les monastères et les cathédrales. Là où l'on peut parler pour les premiers de spatialité autour des pôles sacralisés de moindre catégorie, non continus, qui regardaient vers l'abbaye dotée des reliques les plus prestigieuses, il nous semble qu'il faille parler de territorialité diocésaine à propos des évêches, c'est-à-dire d'un espace homogène et continu pour nos yeux contemporains.

La « Terre de Saint Jacques » fut, selon l'expression de García de Valdeavellano, le domaine immunitaire le plus puissant de l'*imperium* léonais⁴⁴. Lors de sa création, cette appellation fut réservée au domaine compostellan *stricto sensu*. Elle désigna par la suite l'ensemble des territoires qui furent soumis au seigneur-évêque, puis archevêque, de Compostelle. Comme à Oviedo, c'est autour du tombeau de l'apôtre, puis de la ville, et enfin de cette « terre » que l'on fonda l'évêché de Saint-Jacques de Compostelle. Cependant, et faute de posséder une antériorité historique directe, l'évêche de Compostelle naquit de la *traslatio sedis* d'Iria Flavia ; la province métropolitaine étant ensuite fondée, selon un processus identique au moyen du transfert du siège « *patriarcal* » de Mérida. Bien que le

⁴⁰ José Ángel GARCÍA de CORTÁZAR, « Espacio, sociedad y organización medievales en nuestra tradición historiográfica », José Ángel García de Cortázar *et alii*, *Organización social del espacio en la España medieval. La Corona de Castilla en los siglos VIII a XV*, Barcelone : Ariel, 1985, p. 11-42.

⁴¹ Ángel VACA LORENZO, « El obispado de Palencia desde sus orígenes hasta su definitiva restauración en el siglo XI », *Hispania Sacra*, 52, 2000, p. 21-70.

⁴² Peter LINEHAN et José Carlos de LERA MAÍLLO, *Las postrimerías de un obispo alfonsino. Don Suero Pérez, el de Zamora*, Zamora : Semuret, 2003, p. 46-47. Alfonso de Molina était le père de Juan Alfonso qui fut évêque de Palencia de 1274 à 1293.

⁴³ Francisco Javier FERNÁNDEZ CONDE, « Espacio y tiempo en la construcción ideológica de Pelayo de Oviedo », *À la recherche...*, *op. cit.*, p. 129-148.

⁴⁴ Luis G. de VALDEAVELLANO, *Historia de España antigua y medieval. 2. Del siglo X a las Navas de Tolosa*, Madrid : Alianza Editorial, 1980, p. 392.

thème de la *spatialisation du sacré* ne soit pas au cœur de notre préoccupation, on ne saurait éluder le poids de la dimension idéologique qui présida à la matérialisation de ces territoires qui fonctionnaient selon une dynamique d'expansion centrifuge⁴⁵. Très vite, les ambitions des évêques compostellans dépassèrent le cadre étriqué du petit morceau de territoire du Finistère galicien et ne se contentèrent pas du *cautum* de vingt-quatre milles autour de la tombe sacrée que leur avait accordé la reine Urraque⁴⁶. C'est donc tout naturellement, au fur et à mesure de l'acquisition des territoires limitrophes du *cautum*, puis de l'expansion de plus en plus ample que l'on finit par désigner sous un même nom, certes ambigu : « terre de saint Jacques », l'ensemble de l'évêché.

Les violences contre l'évêque Gelmírez au début du XII^e siècle sont des événements aujourd'hui bien connus, bien que leur cadre territorial ait été celui, fort restreint, de la ville de Compostelle. Le diocèse de la cité apostolique connut des problèmes de délimitation semblables à ceux des autres sièges, dont ceux qui l'opposèrent à Mondoñedo sont parmi les plus éloquents⁴⁷. Toutefois, en dehors des traditionnels conflits de pouvoir entre les élites pour la possession de terres et autres bénéfices fiscaux, il n'y a pas de traces de violences susceptibles de nous éclairer sur la perception et la définition des territoires dans leur ensemble. Arias Muñiz, archidiacre de la cathédrale, fut par exemple victime dans sa propre circonscription des exactions que commirent à son encontre les paysans, qui pour la circonstance s'étaient alliés aux nobles locaux⁴⁸. Il s'agit certes d'une querelle parmi tant d'autres pour accaparer des privilèges, et qui ce faisant, ne nous permet pas de saisir la réalité physique des grands espaces.

L'épisode de la fondation de l'évêché de Ciudad Rodrigo est en revanche beaucoup plus éclairant pour le propos qui nous intéresse. Au milieu du XII^e siècle, le roi de León Ferdinand II prit la décision de fonder le diocèse de Ciudad Rodrigo⁴⁹, par amputation de celui de Salamanque. Ce choix était justifié par la volonté de renforcer une double frontière très fragilisée à l'endroit de la fondation : face aux Portugais d'une part, et face aux Almohades de l'autre. Le monarque fit construire sur le nouvel emplacement une puissante forteresse⁵⁰ ; il y attira des colons et fonda un siège épiscopal⁵¹. Dans la logique de légitimité par rapport aux temps anciens, le premier évêque de la cité porta ostensiblement le titre de *episcopo* de Calibria, du nom d'une ancienne cité épiscopale de la région qui datait de l'époque

⁴⁵ Fernando LÓPEZ ALSINA, *La ciudad de Santiago de Compostela en la alta Edad Media*, Saint-Jacques de Compostelle : Centro de estudios jacobeos, 1988, p. 228 : « *En Santiago radican la domus Beati Jacobi y el palacio episcopal, titulares simbólico y real del señorío, lo que significa que la Tierra de Santiago se dirige desde la ciudad y que los beneficios materiales del ejercicio del poder señorial se concentran en ella* », p. 242 : « *La acumulación progresiva de funciones, ejercidas sobre espacios cada vez más amplios —capital señorial, sede episcopal, sede apostólica, meta de peregrinación internacional—, provoca la transformación del pequeño locus rural* ».

⁴⁶ Irene RUIZ ALBI, *La reina doña Urraca (1109-1126). Cancillería y colección diplomática*, León : Centro de estudios e investigación « San Isidoro », 2003, doc., n° 113, p. 537-538.

⁴⁷ Marta GONZÁLEZ VÁZQUEZ, *El arzobispo de Santiago : una instancia de poder en la Edad Media (1150-1400)*, La Corogne : Seminario de estudios gallegos, 1996, p. 104.

⁴⁸ *Historia Compostellana*, Emma Falque Rey (éd.), CCCM, 70, Turnhout : Brepols, 1988, III - XVI, p. 444 : « *multi ex illis terris tam milites quam rustici diabolico instinctu stimulati in eum insurgentes captioni mancipauerunt, et eum deshonestantes et uerberantes et a suis equitaturis et uestimentis cum suis sequacibus priuantes in carcerem immisericorditer retruserunt* ».

⁴⁹ *Tumbo "A" de la catedral de Santiago*, Manuel Lucas Álvarez (éd.), Saint-Jacques de Compostelle : Seminario de estudios gallegos, 1998, doc., n° 112, p. 234-236.

⁵⁰ Luis Miguel VILLAR GARCÍA, *La Extremadura castellano-leonesa, guerreros, clérigos y campesinos (711-1252)*, Valladolid : Junta de Castilla y León, 1986, p. 260-263.

⁵¹ Richard A. FLETCHER, *The Episcopate in the Kingdom of León in the Twelfth Century*, Oxford : Oxford University Press, 1978, p. 35.

wisigothique mais dont on avait perdu toute trace. Le rappel de la mémoire historique avait pour but de ne pas froisser la population et le clergé de Salamanque. Quels enseignements peut-on tirer de la perception par le monarque d'une alliance considérée *a priori* comme étant contre nature ? Rappelons un certain nombre d'éléments. Au sud du Duero se nouait pour ainsi dire une correspondance générale entre les communautés dites de *villa y tierra* et les évêchés. Au cas particulier, il ne fait pas de doute que les intérêts des oligarchies municipales des puissants *concejos* se confondaient avec ceux de la hiérarchie ecclésiastique, les uns comme les autres ne sachant tolérer la mutilation d'un espace qu'ils considéraient comme leur territoire naturel d'expansion, territoire et corps politique se confondant ici une nouvelle fois.

Les craintes du roi étaient fondées car les habitants de Salamanque ne tardèrent pas à se soulever contre lui⁵², reconnaissant en lui le principal instigateur de l'amputation⁵³. C'est donc contre sa personne et les colons, et dans un deuxième temps contre le nouvel évêque, que se cristallisa la violence. Le roi mit en déroute les rebelles à La Valmuza en 1162, une victoire qui facilita l'acceptation de la nouvelle fondation, qui fut garantie par l'archevêque de Compostelle, par le Pape et par Ferdinand II. En 1174, le métropolitain galicien Pedro confirma l'accord auquel les deux chapitres rivaux étaient parvenus et aux termes duquel ils avaient délimité la frontière commune. Dorénavant, les deux diocèses seraient séparés par les rivières Huebra et Yeltes. C'est bien dans le déchaînement de violence, et du conséquent étouffement de la révolte, que le nouveau territoire diocésain de Ciudad Rodrigo puisa ses origines⁵⁴.

Des monastères aux sièges épiscopaux, le XI^e et XII^e siècle furent la période pendant laquelle les seconds s'affirmèrent comme de véritables centres de pouvoir au détriment des premiers. Après cette date, les cathédrales étaient devenues suffisamment fortes pour prétendre à la domination d'un espace de mieux en mieux identifié et qu'elles estimaient leur revenir de droit. Et puisqu'il s'agissait de délimiter un territoire, quel meilleur moyen que d'attribuer des noms de saints aux églises et autres toponymes de polarisation, en fait de procéder à un véritable *inecclesiamento*⁵⁵, surtout lorsque certains temples qui appartenaient à des diocèses différents étaient parfois séparés par quelques mètres à peine, comme on l'a vu à Tordehumos ou à Santibañez. Inversement, et concernant le cas des vœux de saint Jacques, le processus d'identification fut mené à une tout autre échelle. Concrètement, l'ordonnancement de l'espace devait s'étendre à l'ensemble de la Péninsule sous domination chrétienne, c'est-à-dire à un territoire qui était perçu comme un tout global et qui de surcroît faisait pleinement partie de la *Christianitas*⁵⁶.

II. DÎMES, TERRITOIRE ET VIOLENCES.

⁵² Luc de TUY, *Cronicon mundi*, Emma Falque (éd.), CCCM, 74, Turnhout : Brepols, 2003, p. 317 : « Salamanticenses autem eo, quod rex Fernandus in eorum termino Ciuitatem Roderici populauerat, ceperunt rebellare contra regem Fernandum ». *Primera crónica general de España*, Ramón Menéndez Pidal (éd.), 2 t., Madrid : Gredos, 1977 (rééd.), p. 673 : « los çipdadanos moradores della assonaronse por aquello que el rey don Fernando les encortaua sos terminos et les poblaua ».

⁵³ Reyna PASTOR, *Resistencias y luchas campesinas en la época del crecimiento y consolidación de la formación feudal. Castilla y León, siglos X - XIII*, Madrid : Siglo veintiuno, p. 144-145.

⁵⁴ Fidel FITA, « El papa Alejandro III y la diócesis de Ciudad Rodrigo (años 1173-1175) », *Boletín de la Real Academia de la Historia*, 62, 1913, p. 154-157.

⁵⁵ Michel LAUWERS, *Naissance du cimetière. Lieux sacrés et terre des morts dans l'Occident médiéval*, Paris : Aubier, 2005, p. 269-274.

⁵⁶ Nora BEREND, « Défense de la Chrétienté et naissance d'une identité. Hongrie, Pologne et péninsule Ibérique au Moyen Âge », *Annales HSS*, 2003/5, p. 1009-1027.

La fin du XI^e siècle marqua un tournant pour l'Église, et l'Espagne n'échappa pas à cette transformation. Soustraire les églises et les évêchés à la domination des laïcs fut l'une des principales motivations de la réforme grégorienne. L'unité de la chrétienté impliquant l'unification de la liturgie, c'est à ce titre que les clunisiens passèrent en nombre dans la Péninsule⁵⁷. Les sièges épiscopaux mirent à profit les mutations ecclésiastiques en cours pour fonder un premier maillage paroissial, en même temps qu'ils s'érigeaient en administrateurs de celui-ci. Dans l'Occident péninsulaire, comme dans le reste de l'Occident médiéval, cette démarche aboutit à la territorialisation du cadre paroissial, lequel, prenant d'abord appui sur l'église comme lieu de culte, constitua par la suite non seulement le pôle de référence spirituel⁵⁸ pour les fidèles, mais aussi un marqueur social et économique. La paroisse devint au fil du temps la structure d'encadrement des hommes et de perception des impôts ou, pour le dire autrement, le territoire sur lequel s'appliquaient des temporalités particulières. Dans ce contexte, la fixation de l'habitat autour de l'église paroissiale, représente la meilleure expression de la territorialisation des domaines des grands propriétaires, dont ceux de l'Église, en même temps que celle de la fixation des exploitations paysannes⁵⁹. Une fois l'habitat fixé et le maillage paroissial placé sous le contrôle des cathédrales, le diocèse pouvait déployer sa structure jusqu'aux limites avec ses voisins.

La paroisse médiévale a été identifiée à ce que les géographes appellent un « espace de vie », c'est-à-dire à un espace qui se confondait avec les déplacements les plus fréquents des individus ; c'est en parcourant le territoire paroissial que celui-ci devenait un « espace vécu » ou représenté⁶⁰. La polysémie des termes « paroisse » et « diocèse », qui sont souvent interchangeables⁶¹, ne facilite pas l'appréhension de la réalité que ces mots recouvrent selon les périodes, comme une étude récente l'a démontré⁶². En Castille-León, à la fin du XIII^e siècle, les paroisses faisaient partie d'un territoire plus vaste qui était très rarement nommé en tant que tel. Certes, il y a quelques références au diocèse, et plus rarement à l'évêché, les deux dénominations renvoyant moins à un mode d'appropriation de l'espace par les habitants qui l'occupaient qu'à une dimension politique : celle des disputes entre les puissants qui cherchaient à s'en emparer, ou à l'agrandir et c'est là qu'entre en jeu la question des limites.

⁵⁷ Francisco Javier FERNÁNDEZ CONDE, *La religiosidad medieval en España. Plena Edad Media (ss. XI-XII)*, Gijón : Trea, 2005, p. 22 : « Desde el siglo XI, y con el apoyo de la corte de Pamplona, los ejércitos de cluniacenses invaden la península, y de manera especial las regiones centro-occidentales ».

⁵⁸ José ORLANDIS, « Sobre la elección de sepultura en la España medieval », *Anuario de Historia del Derecho español*, 20, 1950, p. 5-49 ; p. 40-47.

⁵⁹ Anita GUERREAU-JALABERT, « Les structures de parenté dans l'Europe médiévale », *Annales ESC*, 1981, 36^e année, n° 6, p. 1028-1049.

⁶⁰ Guy DI MÉO et Yvette VEYRET, « Problématiques, enjeux théoriques et épistémologiques pour la géographie », *Limites et discontinuités géographiques*, Laurent Carroué et alii, Paris : Sedes, 1996, p. 5-26, p. 14.

⁶¹ Dans la documentation de Sahagún, la première mention du mot *parrochia* date seulement de l'année 1230, José Antonio FERNÁNDEZ FLÓREZ, *Colección diplomática del monasterio de Sahagún (857-1300). IV (1110-1199)*, León : Centro de estudios e investigación « San Isidoro », 1991, n° 1239, p. 124 ; quant à celle de *diocesis*, elle commence seulement à se généraliser au début du XIII^e siècle, *ibid.*, n° 1620 (1219), p. 125-126.

⁶² Nous renvoyons à la récente monographie que la revue *Médiévales* vient de consacrer à ce thème : « La paroisse. Genèse d'une forme territoriale » et, pour ce qui est des définitions sémantiques, à l'article de Michel LAUWERS, « Paroisse, paroissiens et territoire. Remarques sur *parochia* dans les textes du Moyen Âge », *Médiévales*, 49, 2005, p. 11-32. En 1122, quelques décennies à peine après la conquête de Tolède, le pape Calixte II confirma à Bernard la primauté de l'Église tolédane sur toutes les autres de l'Espagne. C'est à ce titre que le romain pontife rappella que toutes les églises de l'ancienne "paroisse" *Complutense*, en réalité diocèse, dépendaient de Tolède, J. A. FERNÁNDEZ FLÓREZ, *Colección diplomática...*, *op. cit.*, n° 1208, p. 69-70 : « Complutensem ei parroquiam cum terminis suis necnon et ecclesias omnes atque dioeceses, quas iure proprio antiquitus posedisse cognoscitur ».

Quant au paroxysme de la violence atteint au XIII^e siècle autour des marges diocésaines, il doit être interprété comme l'un des indices qui nous renseignent le plus utilement sur la phase terminale de la territorialisation des diocèses, alors en voie d'achèvement.

L'ébauche de la première organisation ecclésiastique explique que beaucoup des chartes, en réalité des falsifications du début du XII^e siècle, aient mis tant de soin à décrire les limites diocésaines, tant l'enjeu pour le pouvoir était de taille. Alors que les documents de l'époque précédente avaient surtout cherché à répertorier les églises (*locus*) que les cathédrales possédaient en qualité de biens propres, il n'en alla pas de même après la réforme grégorienne. Après cette date, il devint urgent de recenser l'ensemble des églises qui se trouvaient à l'intérieur du territoire diocésain et qui étaient soumises, de ce fait, à la juridiction épiscopale. Il semblerait que la réforme grégorienne eût modifié la vision que les évêques avaient de leur territoire, laquelle serait passée d'une perception foncière, ou domaniale, à une nouvelle, plus englobante et homogène d'un territoire clairement circonscrit : celle du diocèse qui était placé sous leur autorité.

Les prélats mirent à profit leurs nouvelles prérogatives en confiant la *cura animarum* aux prêtres sur lesquels ils avaient un droit de nomination, un droit qui pouvait parfois être partagé avec les propriétaires des églises locales mais dont la désignation définitive en cas de différend restait toujours l'apanage du pasteur de la cathédrale. C'est au titre du *ius episcopalis* que le haut prélat était habilité à mener des visites d'inspection dans sa circonscription, et à percevoir le *yantar* afférent à ces déplacements. Les évêques castillans construisirent très peu leur territoire en le parcourant, dans la mesure où il n'y eut pas de véritables circumambulations dans l'Occident péninsulaire⁶³, tant les prélats étaient attachés à suivre les monarques dans leurs constants déplacements, car le plus important était de se trouver à proximité du pouvoir royal, dans son intimité. La dîme ou, au cas particulier : *tercia episcopal* ou *pontifical*, était la part des taxes qui revenait à la cathédrale, évêque et chapitre réunis, en reconnaissance de la supériorité du siège épiscopal sur un district donné. La perception de cette rente est un indice supplémentaire qui nous renseigne sur l'avancée de la construction territoriale des évêchés, une collecte qui commença avec la réforme grégorienne et trouva sa plénitude au milieu du XIV^e siècle.

Il va sans dire que c'est la perception des dîmes qui engendra le plus grand nombre de conflits, et autant de flambées de violence. Cependant, sur le terrain, et dans le processus de règlement des conflits, le résultat de ces *confrontationes* fut qu'elles aboutirent à des délimitations de plus en plus précises. De nombreux propriétaires d'églises, lesquelles étaient souvent des anciens monastères bénédictins, contestèrent le droit que les évêques prétendaient avoir sur leurs églises et sur leurs terres immunitaires⁶⁴, et ce toujours au nom de la tradition et des anciens privilèges qui témoignaient du bien fondé de leur exonération fiscale. Les monastères acceptèrent très mal cette évolution mais durent reconnaître, *in fine*, les prérogatives canoniques que les évêques avaient à l'intérieur de leurs diocèses et ce jusqu'au sein même des domaines monastiques⁶⁵. En dehors des querelles internes à un diocèse, la question des limites entre circonscriptions ecclésiales ne cessa de se poser avec acuité. Le

⁶³ Sur l'obligation de l'évêque, certes quelque peu tardive dans la documentation (1411), cf., Antonio GARCÍA y GARCÍA, *Synodicon Hispanum. IV. Ciudad Rodrigo, Salamanca y Zamora*, Madrid : BAC, 1987, p. 298-299.

⁶⁴ José María FERNÁNDEZ CATÓN, *Colección documental del archivo de la catedral de León (775-1230). V (1109-1187)*, León : Centro de estudios e investigación « San Isidoro », 1990, doc., n° 1663 (1186), p. 578-579.

⁶⁵ Marta HERRERO de la FUENTE, *Colección diplomática del monasterio de Sahagún (857-1230). III (1073-1109)*, León : Centro de estudios e investigación « San Isidoro », 1988, doc., n° 885, p. 198-200. Luis FERNÁNDEZ MARTÍN, « Villafrades de Campos, señorío del abad de Sahagún », *Archivos Leoneses*, 54, 1973, p. 227-277.

pape Lucius III, au moyen de *litterae executoriae*, émises en 1184, demanda à l'évêque de Zamora et à son archidiacre de rendre à l'évêque d'Astorga les églises de Saint-Pierre de Muélledes et de Villarrín, toutes deux situées dans la contrée de la Lampreana, et dont ils s'étaient emparés⁶⁶.

L'abondante documentation de la cathédrale de Zamora dans la deuxième moitié du XIII^e siècle nous est particulièrement utile pour suivre l'action de son virulent évêque, don Suero, tant pour le contrôle territorial de son diocèse que pour la collecte en son sein des *jura episcopalia*. En 1278, l'impétueux Suero Pérez ne tolérant plus la désobéissance des moines de Sahagún : « *de forma que, saliendo tropel de gente armada del obispado de Zamora [...] entró violentamente en la dicha villa de Belver, saqueó el monasterio, entró en las iglesias, azotando y escarneciendo á los monjes que había en ellas* »⁶⁷. Il faut dire qu'à cette époque les hauts prélats pouvaient compter sur l'appui de la législation qui avait été élaborée par le IV^e Concile de Latran, une rédaction qui leur était devenue particulièrement favorable.

La liste des conflits que le pasteur zamoran soutint avec les *concejos*, les ordres militaires ou les monastères est trop longue pour qu'on puisse les énumérer⁶⁸. Ouvrons cependant quelques dossiers, ceux où la violence contre la *potestas episcopalis* se manifesta avec le plus de force. À Fermoselle, les magistrats du *concilium* de Zamora poussèrent les habitants à se soulever contre l'évêque, le seigneur des lieux⁶⁹. Les revoltés chassèrent les hommes que le prélat avait dans la ville, ils détruisirent les récoltes, coupèrent les arbres et rasèrent les bâtiments⁷⁰. À Bamba, les mutins tuèrent le « juge » que l'évêque avait nommé dans le village pour veiller sur son patrimoine. Certes, ces exactions ne concernaient que les biens-fonds propres du prélat, mais cela n'empêcha pas les conflits de s'étendre à d'autres sphères. Le refus de payer la dîme était une attitude particulièrement ancrée dans les esprits de l'époque, à telle enseigne qu'Alphonse X dut intervenir à de nombreuses reprises pour faire appliquer le droit, mais apparemment sans résultat :

« *Et porque el diezmo es debdo que devemos dar a nuestro sennor, ninguno non se puede escusar de non lo dar ca si los moros et los judios et los gentiles que son de otras leyes et que non an connoscencia de la verdadera fe dan los diezmos derechamientre segunt los mandamientos de su ley, mucho más lo devemos nos dar complidamientre et sin enganno que somos fijos verdaderos de sancta eglelesia [...] que ninguno non sea osado de coger nin de medir so monton de pan que toviere limpio en la era si non desta guisa : que sea primeramientre tannida la campana tres vezes a que vengan los terceros o aquellos que los deven recabdar...* »⁷¹.

En 1302 la cathédrale de Zamora délimite les bornes sud-est du diocèse avec les Hospitaliers de Saint-Jean de Jérusalem. Le marquage du territoire avait été rendu nécessaire pour mettre un terme aux conflits, parfois violents, que les deux parties avaient entretenus jusque-là. Dans la vallée de la Guareña, la perception des dîmes fut, une nouvelle fois, à l'origine des disputes entre ces institutions. Il n'est donc pas surprenant que l'on se soit servi de l'épineuse question de leur prélèvement pour définir et appréhender physiquement le

⁶⁶ Gregoria CAVERO DOMÍNGUEZ et Encarnación MARTÍN LÓPEZ, *Colección documental de la catedral de Astorga. II (1126-1299)*, León : Centro de estudios e investigación « San Isidoro », 2000, doc., n° 867, p. 195.

⁶⁷ Cesáreo FERNÁNDEZ DURO, *Memorias históricas de la ciudad de Zamora, su provincia y obispado*, 4 t., Madrid, 1882, t.1, p. 441.

⁶⁸ José-Luis MARTÍN, « Fuentes y estudios zamoranos », *Primer congreso de Historia de Zamora*, 4 t., Zamora : Diputación de Zamora, 1991, t. 3, *Medieval y Moderna*, p. 11-25.

⁶⁹ Ces épisodes ont été consignés par Marciano SÁNCHEZ RODRÍGUEZ, « La Diócesis de Zamora en la segunda mitad del siglo XIII », *Primer congreso...*, *op. cit.*, p. 147-171, p. 158-161.

⁷⁰ J.-L. MARTÍN, *Documentos del archivo...*, *op. cit.*, doc., n°172, p. 142-143.

⁷¹ *Ibid.*, doc., n° 153 (1255), p. 126-128.

territoire qui était soumis à l'autorité de l'évêque⁷². Et c'est pour des raisons somme toute identiques que, en 1185, Vidal, l'évêque de Salamanque, et Guillaume, l'évêque de Zamora, passèrent un accord qui faisait état de l'attendu bornage, et même de l'échange d'un certain nombre d'églises frontalières. Tout autant qu'une question de limites, il s'agissait de mettre un terme définitif aux disputes, toujours susceptibles d'engendrer des violences :

« Nos Vitalis, De gratia, ecclesie Salamantine, et Willelmus eadem Zemorensis ecclesie episcopi, cum consensu totius capituli utriusque ecclesie, omnes questiones a longis retro temporibus inter ipsas ecclesias agitatas, et nondum fine debito terminatas, pro bono pacis utriusque ecclesie... »⁷³.

Jusqu'à présent, le thème de la violence autour des lignes extérieures des diocèses est l'indice qui a retenu notre attention avant tout. Mais revenons à la question de la vallée de la Guareña, cette enclave qui était aux mains des Hospitaliers. Si l'on regarde une carte des limites diocésaines au Moyen Âge, on s'aperçoit que le fief des moines soldats était placé à la conjonction de trois évêchés : Zamora, Palencia et Salamanque. Qui plus est, cette zone hautement conflictuelle recouvrait, à grands traits, les frontières des puissants *concejos* des villes de : Salamanque, Medina del Campo et Toro. La raison de la présence de la puissante commanderie hospitalière à cet endroit s'explique d'elle-même : elle avait été fondée sciemment pour apaiser les conflits entre les pouvoirs de ces juridictions, dont ceux des diocèses, toujours prêts à en découdre autour des limites territoriales. Rappelons que la plupart de ces tensions masquaient des conflits entre les élites aristocratiques⁷⁴. Il s'agit d'une dialectique que l'on aurait pu étendre à d'autres acteurs, cas des monastères, comme l'abondante documentation sur ce sujet l'atteste. Toutefois, au-delà des violences qui s'exerçaient autour des territoires d'immunité, ce qu'il faut en réalité saisir c'est la lutte pour le contrôle de l'espace⁷⁵.

Le *voto de Santiago* est l'une des plus célèbres redevances que l'Église hispanique perçut dans la Péninsule⁷⁶. Les résistances provoquées par son prélèvement, parfois violentes, sont autant d'indices susceptibles de nous renseigner sur la territorialité, non pas à l'échelle d'un diocèse mais d'une province ecclésiastique : l'archidiocèse de Saint-Jacques de Compostelle. Après des débats singulièrement tourmentés, les Cortès de Cadix abolirent officiellement ce vœu le 14 octobre 1812⁷⁷. Quels avaient été ses fondements doctrinaux au Moyen Âge ? Cette taxe, qui apparaît pour la première fois dans un récit compostellan, le

⁷² ACZ, 36-9 : « nos ambas partes porque entendemos que es bien [...] ordenamos para siempre jamas que en todos los lugares que sson de la Orde del Hospital en el obispado de Çamora ha el obispo o el cabildo ha la tercia parte de los diesmos e los ffreyres de la dicha Orde ha las duas tercias... ».

⁷³ José Luis MARTÍN MARTÍN et alii, *Documentos de los archivos catedralicio y diocesano de Salamanca (siglos XII-XIII)*, Salamanque : Université de Salamanque, 1977, doc., n° 88, p. 176-177, p. 176.

⁷⁴ Alain GUERREAU, « Structure et évolution des représentations de l'espace dans le haut Moyen Âge occidental », *Uomo et spazio nell'alto medioevo*, Spolète : Centro italiano di studi sull'alto medioevo, 50, 2003, p. 91-115, p. 111 : « Cette évolution montre bien que les principales tensions sociales en Occident s'exprimaient dans le cadre des structures ecclésiastiques et que ces tensions se traduisaient essentiellement autour d'enjeux spatiaux ».

⁷⁵ Barbara ROSENWEIN, *Negotiating Space. Power and Privileges of Immunity in Early Medieval Europe*, Londres : Ithaca, 1999.

⁷⁶ Klaus HERBERS, « Politik und Heiligenverehrung auf der Iberischen Halbinsel. Die Entwicklung des "politischen Jakobus" », in : Jürgen Petersohn (éd.), *Politik und Heiligenverehrung im Hochmittelalter*, Sigmaringen : Thorbecke, coll. Vorträge und Forschungen, n° 43, 1994, p. 177-275, p. 233-239 (avec bibliographie). Il existe une version espagnole de ce travail : *Política y veneración de santos en la península ibérica. Desarrollo del « Santiago político »*, Pontevedra : Fundación cultural Rutas del Románico, 1999.

⁷⁷ Ofelia REY CASTELAO, *La historiografía del voto de Santiago. Recopilación crítica de una polémica histórica*, Saint-Jacques de Compostelle : Ediciones de la Universidad, 1985.

Cronicón Iriense, écrit vers 1090 puis retouché au milieu du XII^e siècle par Pedro Marcio, un chanoine de Compostelle, aurait été octroyée au profit de la cathédrale galicienne par le roi Ramire I^{er} (842-850) en reconnaissance de l'aide que l'Apôtre lui avait apportée dans la mythique bataille de Clavijo (834) contre les Sarrasins. Par la suite, l'intervention miraculeuse fut utilisée comme argument d'autorité pour légitimer la levée annuelle d'un tribut qui s'élevait à une mesure de blé et à une autre de vin. La perception de ce cens en nature, initialement appliquée aux territoires qui se trouvaient à l'ouest des frontières orientales du royaume de León, signalées par la rivière Pisuerga, et de ce fait incluant le nord du Portugal, fut ensuite étendue à l'ensemble des territoires qui étaient placés sous l'autorité directe des rois de León-Castille. Au milieu du XII^e siècle, ce vœu fut une arme idéologique que l'archevêque de Compostelle sut judicieusement utiliser pour affirmer sa primauté face aux métropoles concurrentes : Braga et Tolède⁷⁸. À vrai dire, obligation canonique fut faite aux églises qui se trouvaient dans la juridiction des provinces tolédane et *bracarense*, vassales *de facto* de Saint-Jacques sur ce point précis, de verser la taxe du vœu en bonne et due forme et c'est toute une géographie ecclésiastique péninsulaire que nous voyons apparaître sous nos yeux à la lecture des résistances.

En 1305, quarante-sept paroisses du « doyenné » de Saint-Jacques manifestèrent leur mécontentement auprès de Ferdinand IV de Castille. Elles refusèrent de verser cet impôt, au motif de son augmentation injustifiée, mais furent aussitôt désavouées par le roi. Quelques années plus tard, Alphonse XI rappela l'obligation d'effectuer un paiement régulier du vœu dans les villes et villages de son royaume mais, en 1342, le « procureur » de la cathédrale, accompagné de Juan Fernández de Villacuriel, l'arbalétrier du roi, dut arpenter personnellement le territoire pour faire pression sur les récalcitrants et les forcer à s'acquitter de ce qu'ils devaient⁷⁹.

*
* *

Dans la Meseta septentrionale, une fois achevée la phase d'expansion, territoriale et de colonisation, les autorités épiscopales mirent en place une gestion très hiérarchisée de l'espace comme le montrent les différentes unités d'encadrement, qui sont de véritables semis de lieux de pouvoir ou points relais qui surgirent pendant cette période : paroisse, *arciprestazgo*, archidiaconé⁸⁰. Ces structures n'étaient autre chose que la base d'une articulation beaucoup plus complexe, dont le but était de parvenir à la meilleure efficacité économique possible sans laquelle les autres prétentions, politiques, pastorales..., auraient eu une portée par trop limitée⁸¹. L'étude des distances de ces pôles par rapport au siège épiscopal : centre/périphérie

⁷⁸ Ofelia REY CASTELAO, « La renta del voto y las instituciones jacobeanas », *Compostellanum*, 30, 1985, p. 233-368.

⁷⁹ M. GONZÁLEZ, *El arzobispo de Santiago ...*, op. cit., p. 251.

⁸⁰ Antonio GARCÍA y GARCÍA, « Parroquia, arciprestazgo y arcidiaconato : origen y desarrollo », *Parroquia y arciprestazgo en los archivos de la Iglesia (I). Santoral hispano-mozárabe en España. (Actas de XI congreso de la asociación. Salamanca, 12-15 de setiembre de 1994)*, Agustín HEVIA BALLINA (éd.), Oviedo : Asociación de Archiveros de la Iglesia en España, 1996, coll. Memoria Ecclesiae, 8, p. 19-40, p. 28 : « Por lo que se refiere al territorio, que recibe el nombre de parroquia y a veces el de diócesis. Estas denominaciones fueron ambiguas durante bastante tiempo, ya que cada una de las dos designan unas veces lo que nosotros entendemos por parroquia, mientras que otras se refieren a la realidad actual de la diócesis ».

⁸¹ Alain GUERREAU, « Quelques caractères... », op. cit., p. 96 : « Il est décisif de saisir que la notion de hiérarchie, fondamentalement ecclésiastique, mettait en jeu dans un même mouvement une relation de "pouvoir" ».

— une distance certes géographique, mais aussi temporelle — , ainsi qu'une cartographie détaillée, pourraient s'avérer fécondes pour mieux appréhender la notion de territoire. La généralisation de la dîme à la fin du XI^e siècle fut le principal levier de ce processus de territorialisation, en ce sens que beaucoup des districts qui furent créés pour la percevoir, archidiaconés ou archiprêtres, *arciprestazgos*, devinrent par la suite les instruments de fixation des *alfoces*, de véritables démarcations ou territoires « civils » comme on l'a vu dans le cas de Ciudad Rodrigo. La fonction d'archidiacre, en tant qu'autorité hiérarchique, mais non pas appliquée à un territoire spécifique, apparaît à León vers la fin du XI^e siècle⁸². En ce qui concerne les archiprêtres, la première mention connue date de 1126⁸³, avant la généralisation de cette fonction à l'ensemble du territoire⁸⁴. On peut donc dire que, au milieu du XII^e siècle, la territorialisation des *arciprestazgos* avait pour ainsi dire déjà commencé⁸⁵. En 1188, Clément III, désireux de régler un conflit de juridiction, intervint dans les affaires de la bourgade d'Alba de Tormes, une bourgade de la « frontière » où les clercs avaient été excommuniés par l'évêque de Salamanque. Quel était le motif du différend dans cette dynamique et ouverte terre d'*extremadura* ? S'appuyant sur la tradition, les clercs d'Alba avaient élu eux-mêmes leur archiprêtre ; c'était un cas parmi d'autres d'une volonté d'autonomie de la part des églises locales dans un territoire où l'on était peu habitué aux contraintes, mais que l'Église, ici représentée par le siège épiscopal, ne voyait pas d'un bon œil, motif pour lequel l'évêque désigna son propre candidat. Pour contrer le coup de force de l'évêque dans ce qu'ils considéraient comme faisant partie de leur démarcation ecclésiastique, les clercs d'Alba ameutèrent les habitants du village. La populace, en parfait accord avec les clercs et vivant dans une société de relative liberté, rasa plusieurs maisons et proféra des menaces contre l'intrus nommé par le siège, d'où l'excommunication des révoltés⁸⁶.

À travers ce dernier exemple on peut observer que l'imposition des découpages ecclésiastiques, c'est-à-dire la territorialisation, ne fut pas toujours chose aisée, d'où la quête d'alliances, parfois surprenantes, pour faire aboutir ce processus, mais aussi la multiplication des violences, des plaintes et des sentences judiciaires de toute nature. Toujours est-il qu'en León-Castille, à la fin du XIII^e siècle, la configuration des territoires diocésains était parachevée et la plupart des conflits soldés. Certes la violence perdura, mais elle fut davantage le fait des *malhechores feudales* que des paysans, toujours dans un contexte d'opposition entre les élites dans lequel les évêques furent de plus en plus épargnés.

et une relation d'essence spatiale : preuve de plus de l'inséparabilité de l'aspect social et de l'aspect spatial des structures de base du système féodal européen ».

⁸² M. HERRERO, *Colección diplomática...*, op. cit., doc., n° 855 (1089), p. 1161-162, p. 161 : « Archidiaconus domnus Bonellus conf. Citi Quiramiz archidiaconus conf. Guttier archidiaconus conf. Baldouinus archidiaconus conf. ». J. M. FERNÁNDEZ, *Colección documental...*, op. cit., doc., n° 1351 (1116), p. 53-56, p. 54 : « omnia monasteria quecumque habentur in toto archidiaconatu archidiaconi Petri Garsie, omnesque uillas sui archidiaconatus et ecclesias, quascumque ipse regit, uel regere debet, et quascumque antecessores eius rexerunt in eodem archidiaconatu », doc., n° 1367 (1120), p. 86-90.

⁸³ José Antonio FERNÁNDEZ FLÓREZ, *Colección diplomática del monasterio de Sahagún (857-1300)*. IV (1110-1199), León : Centro de estudios e investigación « San Isidoro », 1991, doc., n° 1228 (1126), p. 108-109, p. 108 : « Honorius episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis abbati et priori de Trianos et archipresbitero de Ceya, Legionensis dioecesis ».

⁸⁴ Taurino BURÓN CASTRO, *Colección documental del monasterio de Gradefes. I (1054-1299)*, León : Centro de estudios e investigación « San Isidoro », 1998, doc., n° 163 (1182), p. 208 : « Uicarios in Cea Gonzaluus archipresbiter ts. ».

⁸⁵ José SÁNCHEZ HERRERO et Rosario LÓPEZ BAHAMONDE, « La geografía eclesiástica en León y Castilla. Siglos XIII al XVI », *El pasado histórico de Castilla y León*, 3 t.. T 1 *Edad media*, I^{er} Congreso de Historia de Castilla y León, Burgos : Junta de Castilla y León, 1983, p. 295-313, p. 300.

⁸⁶ José Luis MARTÍN MARTÍN *et alii*, *Documentos de los archivos catedralicio y diocesano de Salamanca (siglos XII-XIII)*, Salamanque : Université de Salamanque, 1977.

Résumé :

Les modalités de la création des diocèses dans l'Espagne médiévale, sous l'angle de la territorialisation, sont à la base de cette étude. En Péninsule, la fondation d'un territoire ecclésial était soumise à la tradition, c'est pourquoi les textes parlent avant tout de restauration. Dans la pratique, la matérialisation des évêchés s'opéra autant par les limites physiques que par le prélèvement des dîmes. Les bornes déplacées ou le refus d'acquitter les taxes sont de ce fait les traces documentaires qui nous donnent le meilleur accès aux territoires. Dans ce registre, l'exploitation des chartes juridiques et fiscales, les fors et les immunités se révèlent être d'excellents leviers pour atteindre l'organisation de l'espace et, partant, l'organisation sociale.

Resumen :

Las modalidades de la creación de las diócesis en la España medieval, desde la perspectiva de la territorialización, constituyen la base del presente estudio. En la Península, fundar un territorio era un acto supeditado a la tradición, a ello se debe que los textos hablen preferentemente de restauración. En la práctica, la plasmación de los obispados se efectuó por medio de los límites físicos y de la recaudación del diezmo. Los mojones desplazados o el rechazo a pagar los censos son por lo tanto las huellas documentales que nos permiten adentrarnos en el diseño territorial. Los diplomas como los fueros o las inmunidades son, desde este punto de vista, los mejores elementos para alcanzar la organización medieval del espacio y, por ende, la organización social.

Mots clé: Moyen Âge – León-Castille – espace – territoire- diocèse - violence sociale

Palabras clave : Edad Media – León-Castilla – espacio – territorio – diócesis – violencia social

Keyboards: Middle Ages – León-Castile – Space – Territory – Diocese - social violence

Charles GARCIA

Université de Poitiers
CESCM